Selon le magasine en ligne Utrikesmagasinet qui appartient à l'Institut suédois, la situation fébrile et fragile dans ce pays d'Afrique du Nord peut à long terme avoir des répercussions sur la stabilité de l'ensemble de la région, et sur la sécurité des pays de l'UE", met en garde l'auteure de l'article.

"Manifestations d'ampleur contre un régime sous pression, crise économique et pandémie de coronavirus", écrit le magazine en ligne Utrikesmagasinet qui appartient à l'Institut suédois, pour dépeindre la situation actuelle en Algérie aujourd'hui "dans l'impasse".

Utrikesmagasinet s'est appesanti dans ce sens sur les revendications du mouvement de contestation Hirak qui réclame que toute l'oligarchie au pouvoir, soutenue par l'armée, "laisse place à quelque chose de nouveau".

Il a rappelé les manifestations monstres dans les rues d'Alger pour réclamer que "tout le monde doit partir", au lendemain de la démission de l'ancien président Bouteflika.

"Le régime tient toujours le pouvoir, mais subit aujourd'hui une forte pression avec plusieurs crises parallèles à gérer: crise politique que le Hirak a déclenchée, crise économique aggravée au cours des six derniers mois, et la pandémie de la Covid-19 qui a durement frappé l'Algérie, dont le système des soins et de santé est depuis longtemps déficitaire".

La même source se fait l'écho des inquiétudes de nombreux chercheurs qui "conviennent que la propagation du nouveau coronavirus a offert au régime une opportunité politique pour sévir davantage contre le Hirak".

"Des militants, des journalistes et des blogueurs sont emprisonnés depuis six mois, souvent pour des motifs arbitraires. L'un des visages les plus célèbres du Hirak, la gynécologue Amira Bouraoui, 44 ans, a été condamnée à un an de prison en juin", rappelle la publication.

"Ce n'est pas seulement le nombre d'arrestations qui inquiète, mais aussi les sanctions. L'affaire qui a le plus retenu l'attention et ébranlé le Hirak est la peine sévère prononcée en août contre le journaliste Khaled Drareni après avoir couvert une manifestation", poursuit la même source.

"Le verdict peut être interprété comme un avertissement du régime. La colère et la

peur ont grandi parmi les militants du Hirak. Beaucoup font maintenant plus attention à ce qu'ils écrivent sur les réseaux sociaux, alors que l'organisation Reporters sans frontières dépeint le régime comme étant dans une "spirale autoritaire"".

Un autre exemple de cette forme de répression décrite par le think tank suédois "est la nouvelle loi que le Parlement a votée en avril. Il criminalise la diffusion de "fausses nouvelles" jugées nuisibles à la "sécurité du pays".

"On ne sait toujours pas quel chemin prendra le Hirak dans les mois à venir. Une question clé pour l'avenir de l'Algérie est de savoir si ce mouvement reprendra les manifestations physiques lorsque les restrictions seront levées, et comment le régime agira dans ce cas. Jusqu'à présent, il a évité la violence à grande échelle et a plutôt utilisé des tactiques d'intimidation", relève la même source.

Depuis février 2019, "aucune véritable période de transition n'a pris le relais après Bouteflika. Mais une nouvelle prise de conscience politique s'est élevée parmi les Algériens, et le mur de peur qui empêchait auparavant les citoyens d'exprimer leur mécontentement s'est largement fissuré", fait remarquer Utrikesmagasinet qui rappelle les revendications constantes d'un État civil sans ingérence militaire dans la politique.

"Ceci est profondément problématique pour le régime actuel, qui, avec l'armée derrière lui, se considère comme le gouvernement légitime du pays. Rien n'indique que l'armée serait prête à faire des concessions", estime le magazine.

"En même temps, de nombreux indices montrent que les outils dont le régime disposait par le passé pour enrayer les troubles sociaux ne fonctionnent plus. L'un de ces outils était d'acheter la paix sociale grâce aux revenus provenant des exportations de gaz, par exemple en augmentant les contributions à la population. Mais même cette option devient insoutenable (…) le prix du pétrole ayant fortement chuté depuis plusieurs années au plus bas", souligne le think tank.

Selon des prévisions, poursuit-il, le régime pourrait avoir de plus en plus de difficultés à maintenir le système de subventions existant d'ici quelques années avec les revenus pétroliers et gaziers désormais en chute. En même temps, il est politiquement très risqué pour le régime de couper les subventions dans une situation déjà délicate dans laquelle se trouve la population, estime la publication.

“Les mois prochains diront si les manifestations, aujourd’hui en pause à cause de la pandémie, vont prendre un nouvel élan et dans quelle direction l’Algérie se dirigera”.

Aux yeux du think tank suédois, “les défis politiques et économiques intérieurs en Algérie sont également cruciaux pour ses voisins, ainsi que pour l’UE, qui ne se trouve qu’à 150 km de l’autre côté de la Méditerranée”.

Et de conclure que “l’UE a toutes les raisons de suivre de près ce qui se passe” dans ce pays.